

DL

CONVENTION DE COORDINATION DE LA POLICE MUNICIPALE DE FLERS ET DES FORCES DE SECURITE DE L'ETAT

La présente convention est établie :

ENTRE

L'Etat représenté par le Préfet de l'Orne,

Le Parquet représenté par le Procureur de la République d'Argentan

ET

Le Maire de la commune de Flers,

Il est convenu ce qui suit :

La police municipale et les forces de l'Etat ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

En aucun cas, il ne peut être confié à la police municipale de missions de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L 512-4 du Code de la Sécurité Intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'état.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'état sont représentées par la police nationale. Le responsable des forces de l'Etat est le Chef de la circonscription de sécurité publique de Flers.

Article 1^{er} : Diagnostic Local de Sécurité

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'Etat compétentes, avec le concours de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale signataire, dans le cadre du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de délinquance, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- Prévention de la délinquance des mineurs en général
- Lutte contre les atteintes aux biens et aux personnes
- Sécurité routière
- Lutte contre les incivilités et les troubles à la tranquillité publiques
- Prévention des violences scolaires
- Lutte contre les pollutions et nuisances
- Lutte contre la toxicomanie
- Protection des zones commerciales

TITRE Ier **COORDINATION DES SERVICES**

CHAPITRE Ier **Nature et lieux des interventions**

Article 2 : Missions de la police municipale

La police municipale a pour mission de prévenir les troubles à la tranquillité, à la salubrité, à la sécurité et à l'ordre publics. Elle assure la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public, des lieux ouverts au public et la protection des biens et des personnes et des bâtiments communaux.

Les policiers municipaux sont chargés d'assurer l'exécution des arrêtés de police du Maire et de constater par procès-verbaux les contraventions aux dits arrêtés.

En cas d'Ivresse Publique et Manifeste d'une personne, les agents de la police municipale peuvent, sur réquisition écrite et instruction de l'Officier de Police Judiciaire de permanence, conduire l'intéressé à l'établissement hospitalier le plus proche pour présentation à un médecin et l'obtention d'un certificat médical d'admission.

Conformément au Décret n°2013-1113 du 4 décembre 2013 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance n°2012-351 du 12 mars 2012 (art. 19) et relatif à l'armement des agents de police municipale, les policiers municipaux sont le cas échéant autorisés par arrêté préfectoral à porter durant le service des armes de catégorie B-6 type Pistolets à Impulsions Electriques, catégorie B-8 type générateurs d'aérosols lacrymogènes d'une capacité supérieure à 100ml, catégorie D-2a type bâtons de défense télescopiques et catégorie D-2b générateurs d'aérosols lacrymogènes d'une capacité inférieure ou égale à 100ml. A chaque interruption de service, tout le matériel d'armement, de protection et de défense perçu par les policiers municipaux est réintégré dans un coffre-fort ou une armoire forte située dans une pièce sécurisée du poste de police municipale.

En application de l'article L 511-4 du Code de la Sécurité Intérieure, les policiers municipaux exercent leurs missions en uniforme. L'article 21-1 du Code de Procédure Pénale précise qu'ils ont compétence dans les limites territoriales où ils exercent leurs fonctions habituelles.

Article 3 : Surveillance des établissements scolaires

La police municipale assure la surveillance des établissements scolaires publics et privés, en particulier lors des entrées et sorties des élèves et tout autre horaire, aléatoirement, en fonction des disponibilités de service.

Article 4 : Manifestations organisées par la Ville

La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des fêtes et manifestations organisées par la Ville. Celles-ci concernent notamment les foires et marchés plus particulièrement ceux se déroulant les ;

- Mercredis et samedis de 8 heures à 14 heures, place Saint Germain marché couvert et rue du Docteur Vayssières
- Vendredis de 8 heures à 13 heures, place Saint Jean

La surveillance des cérémonies commémoratives sera assurée, soit par la police Municipale, soit par les forces de sécurité de l'Etat, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Article 5 : Manifestations organisées par des tiers

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale, soit par la police Municipale, soit par les forces de sécurité de l'Etat, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Article 6 : Circulation et stationnement

La police municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10. Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du code de la route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou, à défaut, celui faisant fonction.

Les mises en fourrière seront effectuées par la police municipale pendant ses horaires de fonctionnement. En dehors de ses horaires ou en cas d'indisponibilité du responsable du service de la police municipale, elles seront effectuées par son adjoint ou par les forces de sécurité de l'Etat.

Les opérations postérieures à la mise en fourrière sont assurées et prise en charge par les forces de sécurité de l'Etat.

Article 7 : Contrôle routier

La police municipale informe les forces de sécurité de l'Etat des opérations de contrôle routier et de constatation d'infractions qu'elle envisage d'effectuer dans le cadre de ses compétences.

Article 8 : Surveillance du territoire

Sans exclusivité, le service de police municipale assure les missions de surveillance sur l'ensemble du territoire de la commune dans les créneaux horaires suivants :

Service de la police Municipale		
Périodes	Jours	Bornes horaires maximales
Du 1^{er} janvier au 31 décembre	Du lundi au samedi	8h00-22h00*

** Présence des ASVP le mercredi et le samedi à partir de 6h30 pour procéder à l'ouverture du marché couvert, désigner les emplacements aux commerçants et collecter les droits de place.*

Dans le cadre de la surveillance du territoire, la police municipale :

- répond à toutes réquisitions ou interventions dans le cadre de ses compétences, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

Article 9 : Adaptations et modifications des conditions d'exercice des missions

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'Etat et le maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

CHAPITRE II

Modalités de la coordination

Article 10 : Réunions de coordination

Des réunions hebdomadaires sont mises en place afin de permettre l'échange d'informations entre les services des forces de sécurité de l'Etat et ceux de la police municipale.

A échéance régulière, le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale, ou leurs représentants, se réunissent pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au Procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Article 11 : Transmission des informations

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale (ou en cas d'indisponibilité son adjoint) s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents des forces de sécurité de l'Etat et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale (ou en cas d'indisponibilité son adjoint) informe le responsable des forces de sécurité de l'Etat du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées.

La police municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'Etat sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale (ou en cas d'indisponibilité son adjoint) peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant avec l'accord préalable du Maire.

En application de l'article L 132-3 du Code de la Sécurité Intérieure, le Maire est informé sans délai par les responsables locaux de la police nationale des infractions causant un trouble à l'ordre public commises sur le territoire de sa commune. Les informations sont transmises dans le respect de l'article 11 du Code de Procédure Pénale.

Article 12 : Informations nominatives

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'Etat.

Article 13 : Saisine de l'Officier de Police Judiciaire

Afin d'exercer les missions prévues aux articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale et aux articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un Officier de Police Judiciaire territorialement compétent. A cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale (ou en cas d'indisponibilité son adjoint) précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Article 14 : Moyens de communication

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'Etat pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par téléphone ou par

radiocommunication dans les conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

A cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale (ou en cas d'indisponibilité son adjoint) précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Lors d'évènements risquant de mettre en danger l'intégrité physique des fonctionnaires en patrouille, le standard du commissariat en informe directement la police municipale par tout moyen mis à sa disposition.

TITRE II

COOPERATION OPERATIONNELLE RENFORCEE

Article 15 : Principe de la coopération renforcée

Le Préfet de l'Orne et Monsieur le Maire de Flers conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale de Flers et les forces de sécurité de l'Etat pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale et de leurs équipements.

Article 16 : Modalités de la coopération renforcée

Les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

- du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition.
- de l'information quotidienne et réciproque, le cas échéant, par les moyens suivants :
 - ▶ Transmission téléphonique ou radiocommunication
 - ▶ Transmission d'écrits professionnels (Main courante, rapport)

Elles veilleront à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données.

Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment dans les domaines suivants :

- Communication opérationnelle : prêt exceptionnel de matériel radio permettant l'accueil de la police municipale sur les réseaux « Acropol » et le prêt régulier de matériel radio permettant l'accueil des forces de sécurité de l'Etat sur le réseau de la police municipale, afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un autre canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'Etat), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (internet...).

Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le Préfet. Le prêt de

matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation.

Les policiers municipaux, dans le cadre de leurs attributions légales et pour les besoins exclusifs des missions qui leur sont confiées, seront rendus destinataires par les forces de sécurité de l'Etat des informations contenues dans les traitements de données à caractère personnel suivant, dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires :

- SNPC (Système National du Permis de Conduire)
- SIV (Système d'Immatriculation des Véhicules)
- FOVES (Fichier des Objets et des Véhicules Signalés)

En application du décret n°2018-387 du 24 mai 2018 modifiant les articles R.225-5 et R.330-2 du code de la route, les policiers municipaux pourront accéder directement à certaines informations du SNPC et du SIV dès lors qu'ils auront été habilités par le Préfet

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 2013-745 du 14 août 2013 modifiant le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 relatif au Fichier des Personnes Recherchées (FPR), les agents de police municipale peuvent être rendus destinataires des données à caractère personnel et informations enregistrées, dans le cadre de leurs attributions légales, à l'initiative des agents des services de la police nationale aux fins et dans les limites fixées à l'article 12 des annexes IV-I et IV-II du Code Général des Collectivités Territoriales, dans le cadre des recherches des personnes disparues. Afin de parer à un danger pour la population, les services de la police nationale peuvent, à titre exceptionnel, transmettre oralement aux agents de police municipale certaines informations relatives à une personne inscrite dans le présent fichier (FPR).

La police municipale, s'identifiera et formulera ses demandes par moyens sécurisés auprès du standard téléphonique du commissariat de la police nationale de Flers.

- Echange d'informations quotidiennes et mutuelles sous forme de transmission de synthèses opérationnelles qui recensent les actes de délinquance commis sur la commune.
- Vidéo protection : un Centre de Supervision Urbain principal est implanté au sein du poste de la police municipale de FLERS. Il est placé sous la responsabilité du Maire et du responsable de la Police Municipale ;
Un second Centre de Supervision Urbain déporté est implanté au sein du commissariat de police de FLERS, il est placé sous la responsabilité du commandant de police.
L'enregistrement, la relecture et les extractions des images s'effectuent au sein du CSU principal.
Les forces de sécurité de l'Etat ont un droit d'accès et de relecture des images enregistrées. L'extraction des images enregistrées peut être réalisée exclusivement sur réquisitions judiciaires des forces de sécurité de l'état.
Les modalités concernant la coopération entre les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale sont précisées à l'annexe 2 de la présente convention.
- Caméras individuelles :
Le service de Police Municipale est équipé de caméras individuelles permettant de filmer les interventions des agents conformément au décret 2019-140 du 27 février 2019.
Le responsable du service et son adjoint sont les seuls habilités à procéder au transfert, à la relecture et à l'extraction des enregistrements. Ces derniers sont conservés pour une période de 6 mois puis effacés automatiquement à l'issue. Un registre de

consultation, d'extraction et d'effacement est mis en place au sein du service. Ce registre comprend le matricule, nom, prénom et grade des agents procédant aux opérations de consultation, d'extraction et d'effacement, la date et l'heure de la consultation et l'extraction ainsi que le motif judiciaire, administratif, disciplinaire ou pédagogique. Ces données sont conservées trois ans.

- Missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant, mentionnées à l'article 11 : définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions qui consistent à la sécurisation des transports publics, de l'opération tranquillité vacances et diverses actions d'information auprès du public, des commerçants et des élèves d'établissements scolaires.
- Prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise.
- Sécurité routière : élaboration conjointe d'une stratégie locale de contrôle s'inscrivant dans le respect des instructions du Préfet et du Procureur de la République (opération alternative à la sanction) ainsi que par la définition conjointe des besoins et des réponses apportées en matière de fourrière automobile.
- Précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs.
- Encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre.

Article 17 : Moyens spécifiques

Au regard du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives des forces de sécurité de l'Etat et de la police municipale, le Maire entend renforcer l'action de la police municipale par les moyens suivants : vidéo protection et une équipe cynophile.

Article 18 : Formation

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation de formations au profit de la police municipale (FCO (Formation Continue Obligatoire) et stages spécifiques). Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'Etat qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'intérieur et le président du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

TITRE III
DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19 : Rapport périodique

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'Etat et le Maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au Préfet et au Maire. Copie en est transmise au Procureur de la République.

Article 20 : Evaluation périodique

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion du comité restreint du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance ou, à défaut de réunion de celui-ci, et si la convention ne comprend pas de dispositions relevant du titre II (Coopération opérationnelle renforcée), lors d'une rencontre entre le Préfet et le Maire. Le Procureur de la République est informé de cette réunion et y participe s'il le juge nécessaire.

Article 21 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 22 : Mission d'évaluation

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le Maire de Flers et le préfet de l'Orne conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des Maires de France.

Fait à Flers, le

Le Préfet	Le Procureur de la République	Le Maire
		Yves GOASDOUÉ

DIAGNOSTIC LOCAL DE SECURITE

INTRODUCTION

Le présent état des lieux s'appuie sur les éléments statistiques partagés entre les services de sécurité territorialement compétents et la ville de FLERS. Ils datent, pour l'essentiel, des années 2017 à 2020 pour la sécurité et de 2017 s'agissant des données sociodémographiques.

Ce diagnostic est établi préalablement au renouvellement de la convention de coordination entre la police municipale de Flers et la Direction Territoriale de la Sécurité Publique. Il s'appuie sur le décret n°2012-2 du 02 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale, notamment son article 1^{er}.

Après un rapide rappel des principales données sociodémographiques et urbaines du territoire, il dresse un état des lieux pour chacune des priorités d'interventions.

Les priorités d'interventions fixés par le décret 2012-2 du 2 janvier 2012 et adaptées localement sont les suivantes :

- Prévention de la délinquance des mineurs en général
- Lutte contre les atteintes aux biens et aux personnes
- Sécurité Routière
- Lutte contre la toxicomanie
- Prévention des violences scolaires
- Lutte contre les pollutions et nuisances
- Protection des zones commerciales
- Lutte contre les incivilités et les troubles à la tranquillité publiques

DIAGNOSTIC SOCIAL ET URBAIN

La commune de Flers se situe au nord-ouest du département de l'Orne. Le territoire communal est limitrophe des communes de Saint Georges des Groseillers et Aubusson au nord, de La Chapelle Biche et la Chapelle au Moine au sud-ouest et de la Selle La Forge et Messei au sud-est.

D'une superficie de 21,15 km², Flers est la deuxième ville la plus peuplée du département et fait partie de la communauté d'agglomération de Flers Agglo regroupant 42 communes.

La commune de Flers comporte deux quartiers prioritaires, le quartier Saint Sauveur situé à l'est de la ville ayant fait l'objet d'une rénovation et le quartier Saint Michel à l'ouest, une rénovation a été engagée en 2023 et se poursuivra jusqu'en 2027. Elle comporte également un petit quartier sensible situé au sud de la ville, le Pont Féron dont un réaménagement global est programmé dans les trois ans à venir. La commune dispose de deux maisons d'activités situées dans les quartiers prioritaires.

I – Population

La commune comptait 14589 habitants (population municipale) au 1^{er} janvier 2020. La densité moyenne de la population est de 689,8 habitants au km² et est très supérieur à la moyenne départementale, l'orne étant un département rural.

- Population Flérienne par tranche d'âge et par sexe (recensement INSEE 2020)

Ages	Hommes	%	Femmes	%
0 à 14 ans	1202	17,7	1147	14,7
15 à 29 ans	1262	18,6	1194	15,3
30 à 44 ans	1070	15,8	1120	14,4
45 à 59 ans	1333	17,4	1432	18,4
60 à 74 ans	1183	17,4	1590	20,4
75 à 89 ans	645	9,5	1096	14,1
90 ans et plus	94	1,4	222	2,8
Total	6789	100	7800	100

- Population selon la catégorie socioprofessionnelle (recensement INSEE 2020)

CSP	Nombre	%
Agriculteurs exploitants	37	0,3
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	304	2,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	488	4,0
Professions intermédiaires	1146	9,4
Employés	1703	13,9
Ouvriers	2018	16,5
Retraités	4364	35,7
Autres personnes sans activités professionnelle	2170	17,7
Total	12230	100

En 2020, selon l'INSEE, le taux d'actifs ayant un emploi était de 55,3%, le taux d'étudiants de 9,2%, le taux de chômeurs de 13,5%, le taux de retraités de 8,5% et le taux d'autres inactifs de 13%.

II – Habitat et Quartier

En 2020, la ville de FLERS comptait 7294 résidences principales, 231 résidences secondaires et 1097 logements vacants. Il ressort un total de 4090 maisons et 4490 appartements. On comptait 44% propriétaires de leur logement et 55,1% locataires dont 27% en HLM loués vide.

Le taux de logements sociaux locatifs est resté stable entre 2009 et 2014

III – Equipements et espaces verts

La ville comporte de nombreux équipements sur son territoire. Ceux-ci sont déclinés ci-dessous :

Equipements			Nombre	Effectifs
Scolaires	Groupes scolaires (Maternelles et élémentaires)	Publics	4	832
		Privés	3	515
	Collèges	Public	2	900
		Privés	1	573
	Lycées	Publics	1	959
		Privés	1	716
	Institut médico éducatif		2	108
	Institut de Formation en Soins Infirmiers		1	130
Sociaux	Maisons d'activités situées dans les quartiers prioritaires. Ces équipements de proximité ont pour vocation de favoriser le lien social sur le territoire et de créer une dynamique de vie au sein des quartiers.		2	
	Foyer des Jeunes Travailleurs personnes de 16 à 30 ans		1	70 places
Sportifs	Salles de sports		5	
	Stades		3	
	Centre aquatique		1	
	Centre équestre		1	
Culturels	Musée		1	
	Médiathèque		1	
	Conservatoire		1	
	Salles de spectacles		2	
	Espaces numériques			

En matière d'espaces verts, la ville possède de nombreux parcs dédiés à la détente et aux loisirs. Ainsi, le parc du château s'étend sur près de 7 hectares.

DIAGNOSTIC DE SÉCURITÉ

A) Donnée Police Nationale

I – Prévention de la délinquance des mineurs et des violences scolaires.

La maîtrise de la délinquance des mineurs reste un enjeu prioritaire sur la circonscription de Flers. Traditionnellement forte, la tendance actuelle est à la baisse. Elle est très légèrement supérieure à la strate nationale pour l'année 2018.

Un référent local « Police » est en relation régulière avec les chefs d'établissements afin de prévenir les incivilités au sein des cellules éducatives. Il dresse, au moyen des informations qui lui sont soumises, un état régulier sur l'ambiance générale dans les collèges et lycées. Il apporte son soutien et son analyse lorsque celles-ci lui sont demandées. Des réunions avec le chef de service de la CSP de Flers sont régulièrement organisées avec les directeurs d'établissements.

Les agents de police judiciaire sont appelés à assurer une présence quotidienne à la sortie des écoles. Ces points fixes et mobiles favorisent la sécurisation des élèves et des personnels de l'éducation nationale à proximité immédiate des établissements scolaires.

Les effectifs de la police nationale interviennent systématiquement d'initiative ou sur réquisitions du personnel éducatif ou de témoins présents en cas d'infractions constatées.

LA DÉLINQUANCE GÉNÉRALE/MINEURS

FLERS	2020	2021	2022	2023	2 mois 2024
Faits constatés	588	731	821	823	103
Faits élucidés	299	333	413	449	70
Taux élucidation	50,85 %	45,55 %	50,30 %	54,56 %	67,96 %
Mis en cause	224	244	305	351	50
Mineurs	40	25	21	34	1
% Mineurs	17,86 %	10,25 %	6,89 %	9,69 %	2,00 %

II – Lutte contre les atteintes aux personnes et aux biens

Traditionnellement marquée par une petite et moyenne délinquance, elle se situe depuis quelques années en deçà de la strate et se caractérise principalement par une délinquance de proximité.

Les atteintes aux personnes correspondent à une délinquance d'une ville moyenne dont le taux d'élucidation est habituellement fort. Les plaintes sont, pour la plupart, enregistrées contre personnes dénommées. Elles interviennent à l'occasion de différends de voisinage ou de faits commis au sein de la cellule familiale. Les vols avec violences sont rares et reflètent une délinquance marginale. A noter que les données concernant les violences intrafamiliales sont exprimées en nombre de victimes et pas en nombre de faits constatés.

LES ATTEINTES VOLONTAIRES **A L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE (AVIP)**

AVIP	2020	2021	2022	2023	2 mois 2024
Faits constatés :	140	176	230	197	20
Faits élucidés	99	109	148	157	21
Taux d'élucidation	70,71 %	61,93 %	64,35 %	79,70 %	105 ,00 %

VIF	2020	2021	2022	2023	2 mois 2024
Nb de victimes	37	62	71	54	5
Dt femmes	34	54	50	41	5
% de femmes	91,89 %	87,10 %	70,42 %	75,93 %	100 ,00 %

Les atteintes aux biens sont le fait, le plus souvent, de jeunes gens dans le cadre d'une délinquance sérieuse. Elle est principalement marquée par de nombreux vols roulottes qui alimentent un trafic parallèle de pièces détachées. Les dégradations de biens privés et de biens publics sont habituellement constatées à l'occasion de la détérioration de matériels urbains et des parties communes des immeubles d'habitation. Les quartiers de la ville sont principalement ciblés par cet agrégat.

LES ATTEINTES AUX BIENS

AAB	2020	2021	2022	2023	2 mois 2024
Faits constatés	247	301	316	360	50
Faits élucidés	63	48	55	65	14
Taux d'élucidation	25,51 %	15,95 %	17,41 %	18,06 %	28,00 %

Nous constatons d'une manière générale une hausse des atteintes aux biens. Elle reste néanmoins inférieure à la strate.

LES DESTRUCTIONS ET DÉGRADATIONS DE BIENS

Destructions et dégradations de biens	2020	2021	2022	2023	2 mois 2024
Incendies volontaires	8	12	5	6	1
Dont de biens publics	3	3	1	3	1
Dont de biens privés	5	9	4	3	0
Autres destructions et dégradations	62	65	98	120	10
Dont de biens publics	8	8	14	11	1
Dont de biens privés	24	32	45	47	3
Dont de véhicules privés	30	25	39	62	6
Attentats à l'explosif	0	0	0	0	0
TOTAL	70	77	103	126	11

D'une manière générale, nous constatons une hausse des destructions et dégradations de biens de 2020 à 2023. Cette hausse significative des incendies volontaires peut s'expliquer par l'installation et la mise en place de la vidéo protection qui a suscité des réactions dans certains quartiers (incendies containers et supports caméras). Les émeutes de juin 2023 expliquent également la hausse constatée.

LES VOLS

Infractions de voie publique	2020	2021	2022	2023	2 mois 2024
Vol à main armée	0	0	0	0	0
Vols avec violence	8	4	6	7	2
Cambriolages	34	37	28	71	11
Vols à la tire	2	11	7	1	0
Vols à la roulotte	35	45	36	36	8
Vols d'automobiles	10	9	18	11	1
Vols de deux roues	9	9	7	4	0

Les cambriolages sont pour la plupart le fait d'une délinquance locale caractérisée par des vols de caves, immeubles à l'abandon ou à l'occasion de visites de commerces de restauration ou autre entreprise. Les bâtiments isolés sont des cibles de choix. On assiste en 2023 à une forte recrudescence des cambriolages sur la circonscription. La reconduction, chaque année, des **Opérations Tranquillités Vacances (O.T.V)** en commun avec la police municipale permet de lutter contre ce type de délinquance. Une communication axée sur les mesures préventives et le signalement est actuellement en œuvre sur la circonscription de la part des services de Police.

III- Sécurité Routière

Le réseau urbain de l'agglomération Flérienne dessert les communes de Saint-Georges les Groseilliers, la selle-La-Forge et la Lande-Patry.

Situé au centre-ville, le Rond-point Charles De Gaulle donne accès à la rue du six juin agrémenté de commerces de proximité qui s'étendent jusqu'à la Place Leclerc. Le rond-point Charles De Gaulle dessert également les principaux axes de circulation en direction des communes limitrophes :

- Au Nord, la RD 962 se prolonge au-delà rue Henri Vénard en direction de la ville de Caen. A l'est, La Rocade relie le rond-point de la Poterie à la route de Domfront. Des travaux en cours de réalisation devraient bientôt étendre le réseau routier en prolongeant cette voie de circulation du rond-point de la poterie à la commune de la Lande-Patry.
- L'avenue de la Libération (RD 924) se poursuit, au Nord-ouest, en direction de la route de vire.
- La rue du 6 juin se prolonge, au Nord-ouest, par la rue Schnetz et la rue du Mont Saint-Michel qui traverse le quartier du même nom. Elles se poursuivent en direction la route de Gers (D25).
- La rue de Paris rejoint, à l'Est de la commune, la D 924 en direction d'Argentan,

- Au Sud, la rue de Messei longe le quartier du Pont-Féron en direction d'Alençon.

L'ensemble de ses axes de circulation, particulièrement roulants, font l'objet d'une surveillance accrue au moyen de nombreux contrôles routiers, à savoir :

- 606 contrôles de vitesse ont été organisés en 2019 qui ont entraîné 545 verbalisations. Il n'y a pas d'accident mortel en 2019 contre 1 pour les 7 premiers mois de l'année 2020, ce qui justifie pleinement les contrôles réguliers organisés sur cet axe de circulation particulièrement fréquenté.
- 714 contrôles alcoolémie ont amené 78 dépistages positifs. 83 dépistages de conduites sous l'emprise de produits stupéfiants ont entraîné 54 procédures judiciaires.

Les actions de prévention et de répression des conduites addictives relevées en infractions au code de la route, expliquent les résultats positifs obtenus en matière de lutte contre l'insécurité routière. Pour cette raison, l'accidentologie est plutôt faible sur la commune de Flers.

ACCIDENTOLOGIE					
ATBH	2020	2021	2022	2023	2 mois 2024
Accidents	11	8	10	12	2
Tués	2	1	0	1	0
Blessés	8	9	10	11	2
Hospitalisés	5	8	8	5	1

IV – Lutte contre la toxicomanie

Les services d'investigations du commissariat de police de Flers ont enregistré 114 infractions liées à la législation sur les stupéfiants en 2023 contre 138 en 2022.

- 2 trafics de stupéfiants ont été démantelés.
- 73 amendes forfaitaires délictuelles pour usages illicites de stupéfiants en 2023 (5 pour les 2 premiers mois 2024)
- 30 procédures concernent les conduites sous l'emprise de stupéfiant en 2023, généralement, de cannabis. Ces infractions dénotent une banalisation de la consommation, le plus souvent, en récidive.

Les trafics s'organisent principalement dans les cités et sont particulièrement hermétiques.

Des sessions d'information sont régulièrement dispensées dans les collèges et lycées par le référent scolaire.

V - Lutttes contre les pollutions et nuisances

Les pollutions restent très résiduelles sur la ville de Flers et sont le fait, le plus souvent, d'écoulement de produits pétroliers sur la chaussée à l'occasion d'accidents de la circulation. A noter également, la pollution des cours d'eau qui nécessite une évaluation de la situation par les services préfectoraux avec l'intervention des services de police qui se fait en coordination avec le SDIS.

Les dépôts sauvages d'ordures restent rares et font l'objet d'une procédure contraventionnelle de 3ème classe.

Les nuisances sonores demeurent l'une des préoccupations principales des résidents de Flers. Elles se manifestent à l'occasion des nombreux rodéos motos qui apparaissent au printemps pour se poursuivre jusqu'à l'automne. La commune a particulièrement été impactée au printemps après une accalmie relative durant l'année 2016. Ces rodéos se sont concentrés principalement, cette année, au sein du quartier Saint-Michel, le quartier de la gare, la rue Schnetz, le quartier du Pont Féron et Saint Sauveur. Une politique de lutte contre les nuisances commises par les deux roues a, dès lors, été mise en place par le commissariat de Flers en verbalisant systématiquement les personnes en infractions. Des procédures délictuelles ont été diligentées contre les auteurs identifiés et transmises au parquet d'Argentan.

Un dispositif de surveillance du centre-ville est mis en place par le commissariat de police de Flers et la police municipale à l'occasion des cortèges organisés lors des mariages à risques qui perturbent, le samedi, jour de forte affluence, la rue du six juin et les abords des rues commerçantes.

VI - Lutte contre les incivilités et les troubles à la tranquillité publique

La lutte contre les incivilités et les troubles à la tranquillité publique restent un enjeu majeur pour la ville de Flers. Bien au-delà d'un simple agrégat qui ne peut être considéré comme purement comptable, elle reflète, le plus souvent, un indice de confiance accordé, sur le plan local, aux acteurs en charge de la lutte contre la délinquance.

Ces incivilités et troubles à la tranquillité publique se traduisent généralement par des attitudes, des provocations, des insultes et des dégradations (TAGS, tapages, nuisances sonores etc...) qui peuvent générer, à plus ou moins long terme, un sentiment d'exaspération et d'insécurité des personnes qui en sont victimes.

Elles ont le plus souvent pour origine, des troubles de voisinages qui se concentrent dans un espace donné (Allée des pierres précieuses – Cité du Mont Saint-Michel). Ces incivilités sont recensées à l'occasion d'appels téléphoniques, la prise de plaintes ou de main-courantes. Elles font également l'objet de remontées au moyen de courriers adressés en Préfecture, à la mairie ou au parquet.

Une attention particulière est également portée sur les débits de boissons et notamment les bars de nuit générant des nuisances sonores.

Une politique de prévention en la matière est mise en place à l'occasion de réunions hebdomadaires entre le commissariat de police et les services de la ville et de Flers-Agglo en charge des questions de prévention et lutte contre la délinquance (notamment police municipale). Un échange d'informations permet de cibler les secteurs sensibles afin d'y apporter une réponse rapide et appropriée.

Les quartiers sensibles font l'objet d'une évaluation prioritaire qui permet d'adapter la réponse policière à l'actualité du moment.

Cette coordination s'étend aux différents partenaires institutionnels afin d'obtenir une réponse adaptée de chacun. Elle se concrétise par la tenue de réunions mensuelles dites GPO (Groupe de Partenariat Opérationnel).

Un bilan chiffré est également adressé chaque année aux services de l'État à l'occasion du Conseil Interdépartemental de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

La prise en compte, cependant, d'une délinquance pérenne dans les quartiers a conduit la mairie à prendre des mesures fortes afin de lutter efficacement contre les incivilités et les troubles à l'ordre public.

Elle s'est concrétisée par :

- la mise en place d'une police municipale depuis le 01 janvier 2018, ayant pour mission dans le cadre d'une convention de coordination avec la police nationale, de prévenir les troubles à la tranquillité, à la sécurité et à l'ordre public.
- l'installation, depuis septembre 2019, d'un dispositif de vidéo de protection urbaine, avec la création d'un Centre de Supervision Urbain (CSU) implanté au sein du poste de police municipal. Un déport d'images au commissariat de police de Flers permet d'assurer une surveillance continue, de jour comme de nuit, des points sensibles de la commune.

B) Données Police Municipale

Le service de police municipale a été créé le 01 janvier 2018 et compte à ce jour 4 policiers municipaux et 2 agents de surveillance de la voie publique. Le service s'est bien intégré auprès des différents partenaires ainsi que de la population flérienne. Un Centre de Supervisions Urbain a été mis en fonction en septembre 2019. Ce dispositif est très utile.

I – Intervention

La population, les commerçants, les associations ont pris l'habitude de faire appel à la police municipale. Les interventions du service sont diverses et variées.

Objets	2018	2019	2020 (10 mois)	2021	2022	2023	2024 (2 mois)
Différends	42	29	20	28	31	33	7
Dépôt d'immondices ou déchets	17	11	15	70	78	208	48
Accident de la circulation routière	31	12	7	11	8	-	-
Divagations animaux	3	1	5	12	19	11	1
Perturbateurs -Indésirables	16	35	27	29	43	18	4
Outrages- Menaces	11	12	8	2	3	-	-
Nuisances et troubles à l'ordre public	27	19	9	25	18	31	14
Vols	17	9	5	10	6	3	-
Ivresses publiques et manifestes	1	5	1	3	2	2	2
Opérations sécurité routière	3	4	0	3	3	51	-
Dégradations de mobilier urbain	11	15	10	3	11	7	3
Agressions	5	2	2	1	2	2	-
Infractions à la législation sur les stupéfiants	1	7	0	2	2	-	-
Autres (installations illicites GDV/Renfort PN)	88	89	50	10	5	15	4
TOTAL	273	250	159	209	231	381	83

II – Rédactions Procès-verbaux/rapports et main courantes

Objets	2018	2019	2020 (10 mois)	2021	2022	2023	2024 (2 mois)
Procès-verbaux et Rapports	89	87	58	609	763	8	1
Mains courantes	156	103	77	49	32	502	176

III – Police de la route

Objets	2018	2019	2020 (10 mois)	2021	2022	2023	2024 (3 mois)
Infractions liées au stationnement	731	352	114	586	121	201	14
Infractions diverses au code de la route	182	89	61	42	27	-	-
Vitesse excessive	61	22	12	2	4	-	-
Fourrières véhicules	49	31	5	28	40	20	7
Refus d'obtempérer	14	21	20	3	1	-	-
Défaut d'assurance	9	5	3	-	-	-	-
Défaut de permis	4	4	3	-	-	-	-
Alcoolémie	2	5	4	-	1	-	-
Conduite sous stupéfiant	1	1	1	-	-	-	-

ANNEXE 2

A LA CONVENTION DE COORDINATION RELATIF A LA VIDEO-PROTECTION

DL

La Ville de Flers a été autorisée par arrêté préfectoral n°1013-19-0010 du 18 janvier 2019 (renouvellement en cours), à mettre en œuvre et à exploiter un dispositif de vidéo protection urbaine conformément au Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L.251-1 à L.255-1.

La présente annexe a pour objet de définir les conditions du partenariat entre l'Etat et la Ville de Flers pour l'exploitation du dispositif de vidéo-protection.

Le dispositif de vidéo-protection urbain comprend :

- Des caméras implantées sur différents points situés dans le périmètre vidéo-protégé,
- Un Centre de Supervision Urbain principal situé à l'Hôtel de Ville à proximité immédiate du poste de la police municipale.
- Un Centre de Supervision Déporté implanté au commissariat de Flers dans le bureau du chef de poste

ARTICLE 1 – FONCTIONNEMENT DES CSU

Le Centre de Supervision Urbain principal centralise et contrôle les écrans du système de vidéo protection. Il est équipé pour :

- visualiser en direct les images recueillies par les caméras implantées sur les différents points de périmètre vidéo-protégé
- enregistrer lesdites images pour permettre une éventuelle relecture de celles-ci.

Le CSU principal est placé sous la responsabilité du Maire et du responsable de la Police Municipale.

Le Centre de Supervision Urbain déporté visualise en direct les images recueillies par les caméras implantées sur les différents points du périmètre vidéo protégé. Aucun enregistrement ne peut être effectué au sein de ce CSU.

Ce dernier est placé sous la responsabilité du Chef de la circonscription de police de Flers.

ARTICLE 2 – LECTURE, RELECTURE ET EXTRACTION DES IMAGES

La lecture en direct des images recueillies par les caméras est accessible aux agents de la police municipale nominativement désignés par l'autorité préfectorale et de la police nationale. Ces agents peuvent lire les images dans les deux CSU notamment en cas de dysfonctionnement d'une des deux structures ou pour des motifs liés à la coordination des interventions. Chaque autorité responsable d'un CSU doit donc être destinataire de la liste des agents de police municipale habilités par le Préfet pour accéder aux images.

La relecture des images enregistrées s'effectue exclusivement au sein du CSU principal. Toutes demandes d'accès aux images s'effectuent auprès du Responsable de la Police Municipale. Un registre répertorie le jour, les noms, qualité et services des membres des forces de sécurité de l'Etat qui demandent un accès aux enregistrements. Les tranches horaires visionnées, les images copiées doivent figurer au registre ainsi que la mention d'une réquisition judiciaire si la relecture s'effectue dans ce cadre juridique.

L'extraction des images enregistrées est effectuée par les forces de sécurité de l'Etat exclusivement sur réquisition judiciaire. Cette opération ainsi que le jour, les noms, qualité et services des membres des forces de sécurité de l'Etat qui sollicitent cette extraction doivent être mentionnés sur le registre.

Les images enregistrées sont automatiquement écrasées à l'issue du délai de 10 jours.

ARTICLE 3 – TRAITEMENT DES IMAGES

Les opérateurs des CSU relaient sans délai à leur hiérarchie les informations, les actions ou les comportements nécessitant d'être signalés de sorte à favoriser la réactivité des interventions.

Le service de police responsable de la gestion de ces interventions tient compte des informations fournies par le C.S.U. pour juger de ses priorités d'action.

Des dispositifs particuliers peuvent être mis en place, à la demande et au profit de la Direction Départementale de la Sécurité Publique ou de l'autorité judiciaire, pour la surveillance d'individus suspects ou la recherche de personnes mineures ou majeures disparues.

ARTICLE 4 – CONTROLE DES IMAGES

Les personnels de la police municipale affectés au CSU principal contrôlent les caméras durant les heures de fonctionnement du service.

Les personnels de la police nationale contrôlent quant à eux ces caméras dans les cas suivants :

- En dehors des heures de fonctionnement du service de la police municipale
- Durant les horaires de fonctionnement du service de la police municipale pour la gestion d'un événement opérationnel particulier. Cette prise de contrôle intervient pour un temps limité et après accord préalable du responsable du C.S.U. principal

Cette prise de contrôle exclue toute possibilité d'enregistrement des images au sein du CSU déporté.

ARTICLE 5 –FINANCEMENT, ENTRETIEN ET REMPLACEMENT DES MATERIELS

Le Maire de la Ville de Flers étant responsable de la mise en œuvre du système de vidéo protection, le financement, l'entretien et le remplacement des matériels sont pris en charge par la Ville.

Le dispositif technique de déport sur le CSU du commissariat doit être compatible avec les systèmes existants et agréé par les services techniques du ministère de l'intérieur.

Ces matériels seront reliés au moyen d'une ligne dédiée et sécurisée.

Les opérations de maintenance sont effectuées par du personnel mandaté par la collectivité, après avis préalable du service de commissariat de police. Elles doivent être compatibles avec l'activité policière et les règles de sécurité mises en place pour l'accueil des tiers accédant au service.

Le remplacement des équipements pourra se faire à l'identique en nombre et en qualité mais pourra également faire l'objet d'une modification en quantité et en qualité afin d'adapter le dispositif aux évolutions du système de vidéo protection.

ARTICLE 6 –CONFIDENTIALITE DES LIEUX D'IMPLANTATION DES MATERIELS

Les lieux d'implantation du matériel et des écrans de visualisation au sein du commissariat de police sont définis en concertation avec le service de la police nationale de sorte à prendre en compte les principes de confidentialité et de respect de la vie privée. Le réseau de vidéo protection est indépendant de ceux qui sont en œuvre au sein du service de la police nationale.

ARTICLE 7 –EVOLUTION DU DISPOSITIF DE VIDEO PROTECTION

Le dispositif de vidéo protection pourra évoluer de sorte à adapter les outils de surveillance à l'évolution de la délinquance. Cette évolution pourra se traduire par l'implantation de caméras sur des nouveaux points d'implantation ou par des ajustements sur les points déjà existants. Ces évolutions seront arrêtées en concertation avec les services de la police nationale.

Fait à Flers, le

Le Préfet	Le Procureur de la République	Le Maire
		Yves GOASDOUÉ

